Saint-Branchs : finances de la commune

Commune · Indre-et-Loire (37) · 2 683 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Saint-Branchs affichait un encours de dette de 1,8 M€, soit 654 € par habitant, une épargne brute égale à 16,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4,7 ans.

Dette par habitant
654 €
1,8 M€ au total

Capacité de désendettement
4,7 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
16,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
704 € / hab.
1,9 M€ au total

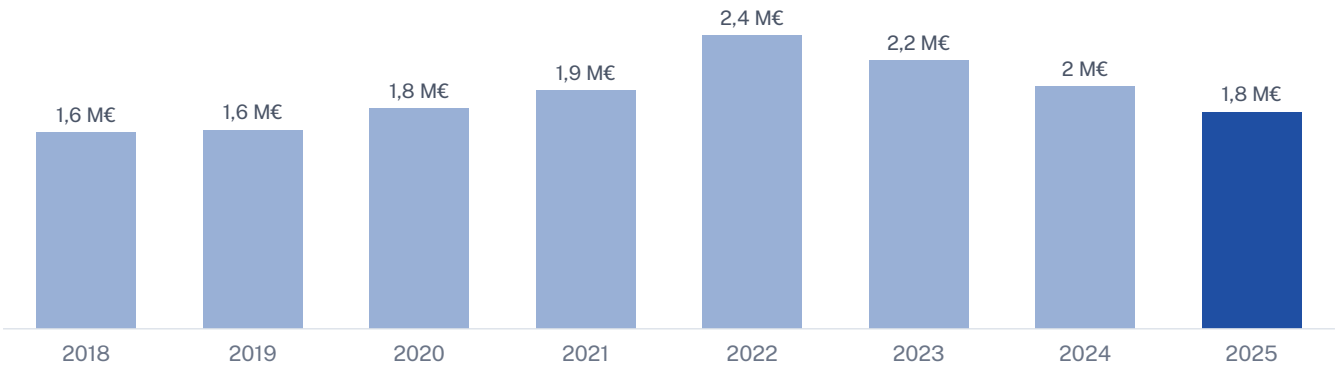
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	704 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	49,2 %	346 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	16,5 %	139 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	654 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	316 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	422 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,6 M€ en 2018 à 1,8 M€ en 2025 (+10,4 %). Valeur la plus haute : 2,4 M€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,6 M€	23,1 %	3,8 ans	578 k€
2019	1,6 M€	22,7 %	3,9 ans	560 k€
2020	1,8 M€	21,2 %	4,4 ans	445 k€
2021	1,9 M€	14,8 %	6,6 ans	1,2 M€
2022	2,4 M€	17,1 %	6,8 ans	364 k€
2023	2,2 M€	19,5 %	5,1 ans	1,4 M€
2024	2 M€	14,2 %	6,2 ans	414 k€
2025	1,8 M€	16,5 %	4,7 ans	847 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Branchs	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	654 €	453 €	+44,5 %
Impôts locaux par habitant	422 €	501 €	−15,8 %
Frais de personnel par habitant	346 €	341 €	+1,5 %
Investissement par habitant	316 €	249 €	+26,9 %
Taux d'épargne brute	16,5 %	19,9 %	
Capacité de désendettement	4,7 ans	2,1 ans	

Jumelles : Saint-André-le-Gaz (38), Portets (33), Landeronde (85), Pléchâtel (35), Saint-Martin-de-Londres (34), Wahagnies (59), Saint-Denis-en-Bugey (01), Bras (83), Gandrange (57), Boeschepe (59). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 635	2 683	+1,8 %	−0,7 %
Dette par habitant	611 €	654 €	+7,1 %	−20,1 %
Impôts locaux par habitant	305 €	422 €	+38,2 %	+25,4 %
Frais de personnel par habitant	302 €	346 €	+14,5 %	+20,8 %
Taux d'épargne brute	22,7 %	16,5 %	−6,3 points	−2,1 points
Capacité de désendettement	3,9 ans	4,7 ans	+0,8 an	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 740 €		1 480 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Branchs	Comparaison
Habitants (2023)	2 637	+3,8 % depuis 2012 (département : +3,8 %)
65 ans ou plus (2023)	19,7 %	département : 22,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,3 pour 100 habitants	département : 4,8
Salariés du secteur privé (2025)	144	+30,9 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	262	−3,7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	107	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 310 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 480 emplois, soit 39 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,8 %	1,3 %	1,3 %	10,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,4 %	6,3 %	6,6 %	19,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	17,8 %	18,3 %	20,1 %	15,6 %
Professions intermédiaires	29,9 %	28,3 %	26,4 %	13,9 %
Employés	21,4 %	26,5 %	26,1 %	24,7 %
Ouvriers	18,7 %	19,4 %	19,5 %	15,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Centre-Val de Loire

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	20 860	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	16 010	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	15 790	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	15 770	1,5 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	15 490	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	15 300	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	14 430	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	14 310	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	14 110	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	13 050	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 010	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 430	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Indre-et-Loire (37)) : 23 153 au moins, dont 41,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 070	35,4 %
Agriculteurs	1 151	46,2 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	985	29,9 %
Aides-soignants	832	58,2 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	749	8,7 %
Infirmiers et sages-femmes	696	79,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	682	46,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	674	35,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	659	42,2 %
Serveurs de cafés restaurants	656	40,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Branchs
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	567 k€ pour 12 projets
Par habitant	211 € (communes de même taille : 182 € ; département : 176 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	59 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	installation de candélabre solaire au droit d'arrêt de bus	23 090 €
2023	DETR	Défense incendie	21 399 €
2024	DETR	Refection complete des sanitaires filles/garcons de l'ecole "les cerisiers"	15 167 €
2025	DETR	Defense incendie 2025	13 169 €
2025	DETR	CIMETIERE : mise en oeuvre d'enrobes permeables sur les allees principales pour l'acces aux Personnes a Mobilite Reduite	12 595 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.